

Baromètre santé 2005 : déterminants socioéconomiques de la consommation d'alcool

La consommation d'alcool est en baisse régulière depuis quarante ans en France. Cette évolution est fortement liée à la situation économique et sociale des individus, comme l'indique le Baromètre santé 2005 de l'INPES. La baisse est en effet plus sensible dans les catégories les plus favorisées de la population. En revanche, la consommation excessive ne concerne pas que les classes défavorisées, et les personnes les plus privilégiées socialement ne sont pas les moins concernées.

L'enquête Baromètre santé de l'Institut national de prévention et d'éducation pour la santé (INPES) mesure les comportements, attitudes, connaissances et opinions de la population française âgée de 12 à 75 ans en matière de santé. Dans l'édition 2005, 30 514 personnes ont répondu à un questionnaire multithématique qui comprend notamment une série de questions permettant de décrire les usages d'alcool. Le Baromètre santé fournit des indicateurs tels que la fréquence de consommation, les quantités bues et la fréquence des ivresses ; il permet également d'évaluer le niveau d'usage à risque, à l'aide d'outils

standardisés, l'Audit-C¹ et le Deta². Nous nous attacherons ici à décrire les différences de comportements d'alcoolisation selon la position socioéconomique des individus, en nous concentrant sur la tranche d'âge d'activité (15-64 ans). Les résultats qui suivent sont extraits du chapitre sur l'alcool du Baromètre santé 2005 (1).

De nets écarts entre actifs occupés et chômeurs

Les consommations d'alcool sont très variables selon la situation scolaire ou professionnelle des individus (figure 1). Ces disparités peuvent pour

partie être expliquées par les différences d'âge entre les catégories considérées et reflètent dans ce cas les tendances selon l'âge (cf. encadré ci-dessous). Ainsi, les élèves et étudiants, plus jeunes, présentent le niveau de consommateurs quotidiens et d'usagers à risque le plus faible (ils concernent respectivement 1,5 % et 5,6 % d'entre eux) mais un pourcentage d'ivresses plus important (27,1 % déclarent avoir été ivres au moins une fois dans l'année et 4,6 % au moins dix fois). À l'inverse, les retraités, plus âgés, sont les plus concernés par l'usage quotidien ou à risque chronique ou dépendant suivant le test Audit-C

La consommation d'alcool des 12-75 ans en bref

- 8,4 % n'ont jamais bu de boissons alcoolisées au cours de leur vie ;
- 13,7 % consomment quotidiennement de l'alcool ; l'usage quotidien, rare chez les plus jeunes, devient de plus en plus répandu lorsque l'âge augmente ;
- 14,4 % déclarent avoir été ivres au cours des douze derniers mois ; l'ivresse culmine entre 15 et 25 ans, puis décroît avec l'âge (voir figure ci-contre) ;
- 8,8 % présentent un usage à risque chronique ou dépendant (selon l'Audit-C).

Source : Legleye S., Rosilio T., Nahon S. Alcoolisation, un phénomène complexe. In : Guilbert P., Gautier A. (sous la dir.), Baromètre santé 2005 - premiers résultats. Saint-Denis : INPES, coll. Baromètres santé, 2006 : 39-47.

Proportion de personnes déclarant avoir été ivres au cours des douze derniers mois, suivant le sexe et l'âge

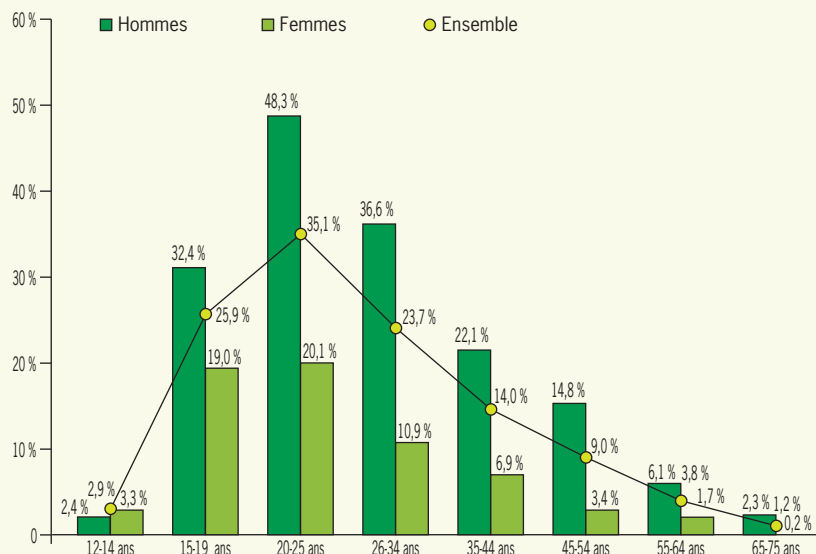
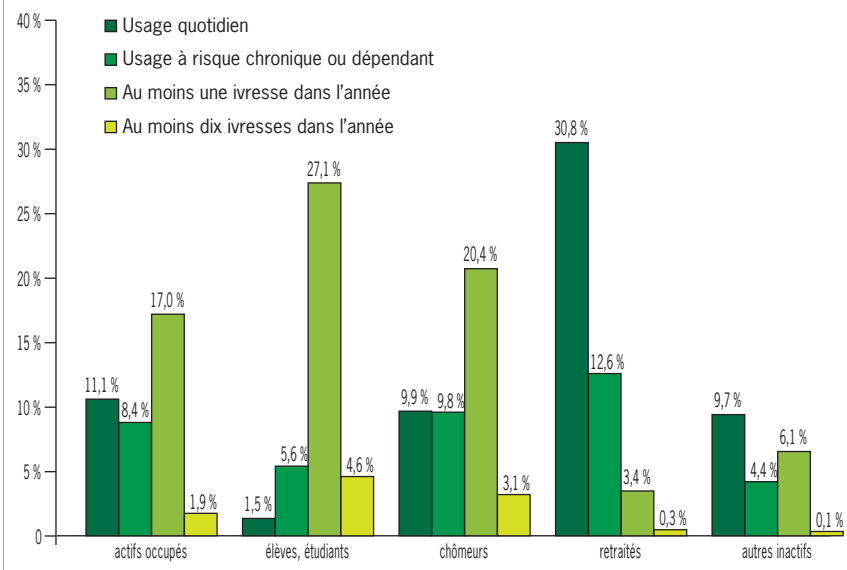


Figure 1. Usages d'alcool au cours des douze derniers mois, suivant le statut professionnel ou scolaire, parmi les 15-64 ans (en pourcentage)



(respectivement 30,8 % et 12,6 %) mais les moins concernés par les ivresses (3,4 % pour l'ivresse dans l'année, 0,3 % pour l'ivresse régulière).

Mais l'âge ne suffit évidemment pas à éclairer le constat global de ces disparités. Il est particulièrement éclairant de comparer les actifs occupés aux chômeurs, sur l'ensemble de la tranche d'âge concernée (15-64 ans). Toutes choses égales par ailleurs³, le chômage est associé à des consommations d'alcool plus importantes que chez les

actifs occupés : l'usage quotidien est 1,2 fois plus fréquent chez les chômeurs, et les usages à risque chronique ou dépendant (selon l'Audit-C), de même que les ivresses régulières, sont 1,3 fois plus fréquents. Cette relation statistique entre chômage et alcoolisation ne permet pas de conclure directement que l'un de ces deux phénomènes est la conséquence de l'autre. Toutefois, si tel était le cas, le lien de cause à effet pourrait jouer dans les deux sens : les buveurs excessifs courraient un plus grand risque de perdre

leur emploi et la situation de chômeur entraînerait une augmentation de la consommation d'alcool (2).

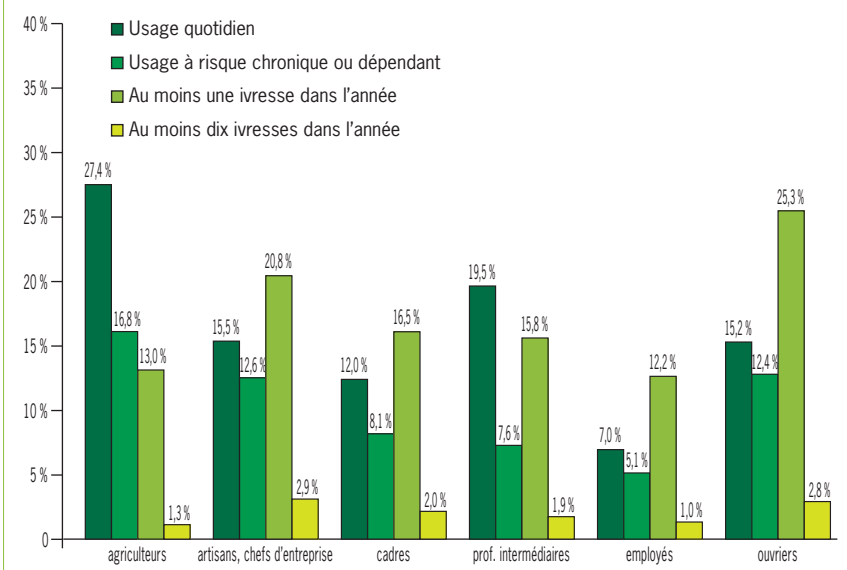
Une influence du niveau d'éducation variable selon les générations

Les modes de consommation d'alcool sont également liés au niveau d'instruction, toutes choses égales par ailleurs. Le pourcentage de consommateurs quotidiens est moins important chez les personnes ayant un niveau d'études supérieur ou égal au bac, tandis que la fréquence des ivresses augmente suivant le niveau d'études. En comparaison des personnes n'ayant pas le baccalauréat, les diplômés du supérieur sont en effet 1,4 fois plus nombreux à déclarer avoir été ivres au cours de l'année, et deux fois plus nombreux à l'avoir été plus de dix fois. Cependant, les niveaux de scolarisation n'ont pas la même signification chez les générations jeunes et âgées, et les résultats varient selon la tranche d'âge considérée. Par exemple, parmi les 55-64 ans, la consommation quotidienne ou à risque selon l'Audit-C est plus fréquente chez les titulaires d'un diplôme universitaire.

Consommation d'alcool et catégorie sociale : un lien complexe

Si l'on s'intéresse aux actifs occupés, on remarque d'importantes différences selon les professions et catégories socio-professionnelles (PCS) (figure 2). Les agriculteurs exploitants se distinguent par des proportions élevées d'usagers quotidiens (27,4 %) et à risque chronique ou dépendant suivant le test Audit-C (16,8 %), et par un pourcentage d'ivresses dans l'année peu important (13,0 %). À l'inverse, les cadres, professions intermédiaires et employés sont en proportion plus faibles consommateurs, quel que soit l'indicateur considéré. Les ouvriers et la catégorie regroupant artisans, commerçants et chefs d'entreprise ont un niveau de consommation intermédiaire, avec une proportion de consommateurs quotidiens moins importante (autour de 15 %) mais d'ivresses plus élevée que chez les agriculteurs (respectivement 25,3 % et 20,8 % pour l'ivresse dans l'année). L'analyse toutes choses égales par ailleurs permet d'affiner ces résultats : les différences observées entre PCS pour la consommation quotidienne, l'usage

Figure 2. Usages d'alcool au cours des douze derniers mois suivant la profession et la catégorie sociale, parmi les actifs occupés de 15 à 64 ans (en pourcentage)



à risque, et dans une moindre mesure l'ivresse dans l'année persistent, mais elles s'estompent pour les ivresses régulières. En outre, à l'issue de cette analyse, les modes de consommation des cadres s'avèrent plus proches de ceux des ouvriers, artisans, commerçants et chefs d'entreprise.

Des évolutions contrastées

La consommation d'alcool, en France, est en baisse régulière depuis quarante ans, passant de vingt-six litres d'alcool pur par an et par habitant de plus de 15 ans en 1961 à treize litres en 2003 (3). Selon le Baromètre santé, cette diminution s'est poursuivie au cours des dernières années, avec en particulier une baisse du pourcentage de buveurs quotidiens (13,7 % chez les 12-75 ans en 2005, contre 19,3 % en 2000). Mais la proportion de personnes déclarant avoir été ivres au cours des douze derniers mois de même que la prévalence des usages problématiques suivant le test Deta sont restées stables entre 2000 et 2005, respectivement aux environs de 14 % et 9 %.

Cependant, la tendance générale à la baisse de la consommation d'alcool ne se répartit pas de façon homogène au sein de la population. La proportion de consommateurs quotidiens et d'usagers à risque (au sens du Deta, le test Audit-C n'était pas présent dans l'enquête en 2000) chez les cadres et professions intellectuelles a baissé entre 2000 et 2005, passant de 18,3 % à 12,2 % pour l'usage quotidien et de 15,2 % à 12,5 % pour l'usage à risque ; la proportion d'individus déclarant avoir été ivres dans l'année semble stable, autour de 16 %. Chez les ouvriers, en revanche, si la proportion de consommateurs quotidiens a également diminué – de 22,2 % à 15,2 % –, l'usage à risque est resté stable, aux alentours de 13 %, tandis que les ivresses dans l'année ont augmenté, passant de 20,5 % à 25,3 %. Enfin, parmi les chômeurs, les pourcentages d'usagers à risque (10,2 % en 2000, 15,8 % en 2005) et d'ivresses dans l'année (16,2 % et 20,4 % respectivement) ont fortement augmenté, et la baisse des consommateurs quotidiens, de 12,3 % à 9,9 %, n'est pas statistiquement significative. Ainsi, la diminution globale de la consommation d'alcool profite davantage aux catégories de population les plus favorisées d'un point de vue socioéconomique.

Les données du Baromètre santé montrent que le lien entre le niveau d'alcoolisation et le statut socioéconomique des individus est loin d'être univoque. La situation en matière de consommation d'alcool est, à ce titre, bien différente de celle que l'on observe pour d'autres comportements de santé, par exemple l'alimentation. Celle-ci est en effet de plus en plus équilibrée – riche en fruits et légumes, pauvre en produits gras, sucrés, salés – à mesure que l'on avance le long de l'échelle sociale (4). Un tel gradient social n'existe pas pour l'alcool : la consommation excessive n'est pas l'apanage des classes sociales défavorisées et les personnes les plus privilégiées socialement ne sont pas les moins concernées. Ces résultats vont ainsi à l'encontre des représentations stéréotypées de « l'alcoolique », souvent assimilées au « clochard », à la « femme déchuée » dans l'imaginaire collectif.

Juliette Guillemont

Chargée d'études et de recherche, direction des affaires scientifiques, INPES.

Stéphane Legleye

Statisticien, OFDT, Inserm U669, université Paris-XI.

1. L'Audit-C est la version courte de l'Audit (Alcohol use disorders identification test), test en dix questions permettant de repérer les buveurs excessifs. L'Audit C combine des questions sur la fréquence de consommation d'alcool et les quantités bues. L'algorithme utilisé dans cette exploitation repère les individus à risque chronique ou à risque de dépendance. C'est-à-dire, pour les premiers, ceux qui boivent plus que les recommandations OMS (vingt et un verres standard par semaine pour les hommes, quatorze pour les femmes), mais moins de quarante-huit au total et boivent au moins une fois par semaine six verres ou plus ; et, pour les seconds, ceux qui boivent plus de quarante verres par semaine, ou six verres et plus quotidiennement.
2. Le test Deta (diminuer, entourage, trop, alcool) se

compose de quatre questions : « Avez-vous déjà senti le besoin de diminuer votre consommation de boissons alcoolisées ? », « Votre entourage vous a-t-il fait des remarques au sujet de votre consommation ? », « Avez-vous déjà eu l'impression que vous buviez trop ? », « Avez-vous déjà eu besoin d'alcool dès le matin pour vous sentir en forme ? ». À partir de deux réponses positives, le risque de consommation excessive et/ou d'une éventuelle alcoolodépendance passée(s) ou présente(s) est jugé élevé.

3. Lorsque l'on compare des groupes de population, il se peut que certains facteurs, comme l'âge ou le sexe, ne soient pas répartis de façon identique dans les groupes considérés ; la comparaison des pourcentages peut alors être biaisée par ces disparités, si ces facteurs sont liés à la variable de comparaison. Une régression logistique, ou analyse « toutes choses égales par ailleurs », permet de tenir compte de ces facteurs et de dégager l'effet propre de l'appartenance à tel ou tel groupe. Le résultat d'une telle analyse s'exprime sous la forme d'un « odds ratio », qui correspond approximativement au ratio des pourcentages dans les groupes considérés.

► Références bibliographiques

- (1) Legleye S., Beck F., Spilka S. Alcool : une baisse sensible des niveaux de consommation. In : Guilbert P., Beck F., Gautier A. (sous la dir.). *Baromètre santé 2005. Attitudes et comportements de santé*. Saint-Denis : INPES, coll. Baromètres santé (à paraître en novembre 2007).
- (2) Klingemann H. *L'alcool et ses conséquences sociales : la dimension oubliée*. Copenhague : OMS, Bureau régional de l'Europe, 2001.
- (3) OFDT. *Drogues et dépendances, données essentielles*. Paris : La Découverte, coll. Guides, 2005 : 204 p.
En ligne : <http://www.ofdt.fr/ofdtdev/live/publi/ddde.html>
- (4) Caillavet F. (coord.). *L'alimentation des populations défavorisées en France. Une revue de la littérature dans les domaines économique, sociologique et nutritionnel*. Rapport Corela/ Inra pour l'ONPES, 2004.